Article qui n'a pas été publié par le Républicain Lorrain

A l'attention de la rédaction

Nous vous prions de bien vouloir publier dans vos éditions de FORBACH, SARRE6UEMINES et ST AVOLD, dès que cela sera possible.

VIE SYNDICALE

En 2013, le combat pour la défense des droits des mineurs se poursuivra.

L'association de défense des avantages en nature des mineurs présidée par G. LOEFFLER et la Fédération Nationale de l'Encadrement des Mines CFE-CGC rappellent qu'une convention les lie dans le cadre de la défense des droits aux AVNAT des mineurs.

En attente aujourd'hui de deux délibérés de la Cour de Cassation et de la Cour d'Appel de Paris concernant le recouvrement du droit statutaire après remboursement du capital, les deux organismes ont demandé et obtenu, pour les dossiers en cours aux tribunaux de prud'hommes régionaux, un sursis à statuer en attendant les verdicts des cours citées en référence.

Ils informent également que la partie adverse, à savoir l'ANGDM représentant l'état, aurait sollicité et obtenu un report de deux mois de la décision ultime de la Cour de Cassation lors de l'audience de fin novembre, intimant la dite Cour, à prendre en compte le coût pour l'agence, d'une décision qui lui serait défavorable.

En clair, pour principal argument lors de l'audience ultime de la Cour de Cassation de Paris, l'ANGDM représentant l'état, aurait demandé à la Cour de Cassation de ne pas statuer sur le droit mais sur les répercussions financières qui découleraient d'une décision donnant gain de cause à la Fédération de l'Encadrement des Mines CFE-CGC et donc, aux mineurs concernés.

De mémoire de juriste, ce serait une première !

Dans cette attente, les permanences d'information et de consultation se poursuivront les 1^{er} et 3^{ème} lundi matin du mois, sur RDV, à la permanence CFE-CGC de Freyming - Merlebach.

Avec nos remerciements, recevez nos meilleurs voeux pour cette nouvelle année, avec beaucoup de joie, de bonheur et de bonne santé, pour vous même, votre famille ainsi que vos proches. Francis CAYEN